



Vœu pour le CA

Nous représentant-es des personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation du XXXXXX , dénonçons la mise en place du pacte, destiné à pallier les défaillances de l'État en matière de remplacement. Nous dénonçons le discours mensonger du président de la République : toutes les absences ne seront pas systématiquement remplacées à la rentrée grâce au pacte. C'est un leurre pour les parents d'élèves et l'opinion publique qui traduit une grande méconnaissance de nos établissements et un profond mépris pour la dimension pédagogique de nos métiers : comme si un remplacement pouvait s'improviser au pied levé .

Ce n'est en rien, non plus, une revalorisation pour les enseignant-es, CPE et PsyEN. Ils ont perdu plus de 20% de pouvoir d'achat sur les 20 dernières années et ce qui leur est proposé c'est de travailler plus.

Ce pacte va induire entre les collègues des concurrences, alors que nous avons besoin de collectifs de travail pour travailler à la réussite de nos élèves.

Ce pacte va aggraver les inégalités salariales entre les hommes et les femmes. Les chiffres sont pourtant éloquentes : les hommes prennent plus d'HSA et d'IMP et sont mieux rémunérés parfois pour la même mission. Et face à ces inégalités bien réelles, alimentées par les primes et les missions supplémentaires, quelle est la réponse du ministère ? Mettre en place un pacte qui renforce l'usage des primes et des missions supplémentaires.

Le pacte va désorganiser les établissements et mettre en péril certains dispositifs et certaines missions existantes. Il vise à mettre en place des réformes qui donnent à l'école une orientation contraire à ses missions , notamment par la seule perspective d'adaptation des élèves au monde du travail, dont le symbole est la réforme du lycée professionnel appuyée par le pacte LP. L'école publique, laïque, a une mission émancipatrice bien plus ambitieuse avec un accès à une culture commune pour toutes et tous.

Pour toutes ces raisons, nous représentant-es des personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation du XXXXXX , exigeons l'abandon du pacte.

En cas de demande de mise au vote, ajouter « Le conseil d'administration soutient cette démarche et dénonce la mise en place du pacte. »